

Innovation. Projets solidaire et immobilier de la Cité de l'Autre économie feront l'objet de deux sociétés distinctes : une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) et une Société civile immobilière (SCI). C'est dans cette dernière que vont investir la Caisse des Dépôts et un pool bancaire.

La Cité de l'Autre économie attire des investisseurs



Il est difficile et long de concrétiser un projet lorsqu'il n'a pas d'équivalent sur le territoire national. Difficile mais pas impossible. C'est le pari que sont en passe de réussir les porteurs de l'idée d'une Cité de l'Autre économie, plus sociale et solidaire, qui devrait voir le jour fin 2018 dans la partie Sud de Dijon, au cœur de l'éco-quartier de l'Arsenal.

Pour y arriver, il a fallu affiner le projet de départ dans ses contenus mais aussi dans son ingénierie financière. « D'une logique d'achat d'un bâtiment, les principes de réalité nous ont rapidement rappelé qu'une association qui a 1.500 euros de fonds propres ne devient pas

propriétaire d'un bâtiment de 17 millions d'euros », convient Agostino Burruni, chef de projet de la Cité de l'Autre économie. C'est là qu'est née l'idée de scinder en deux le portage du projet.

PROJET IMMOBILIER

D'un côté, une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) a pour mission de concrétiser la Cité en définissant ce qu'elle contiendra en termes d'offre commerciale et d'activités solidaires, le business model qui lui permettra de se pérenniser et les compétences et partenariats nécessaires à son bon fonctionnement.

L'étude de faisabilité est en cours et devrait être finalisée à

l'automne. De l'autre, une Société civile immobilière (SCI) va permettre de réaliser une opération classique de promotion immobilière et d'intéresser des investisseurs.

« Le bâtiment reste la propriété de la communauté urbaine du Grand Dijon. Il est mis en location pour 65 ans dans le cadre d'un bail emphytéotique, avec un loyer symbolique pendant 18 ans » précise Agostino Burruni, « ce qui permet aux investisseurs d'entrer sereinement dans la SCI ».

C'est Icade, société immobilière filiale de la Caisse des Dépôts, qui se chargera de l'opération, chiffrée à 7,23 millions d'euros. L'architecture financière de la SCI est arrêtée à 40 % d'apport en capital et 60 %

d'emprunts bancaires. Pour l'apport en capital, la Caisse des Dépôts mettra 40 % dans la corbeille, tandis que deux banques coopératives, le Crédit Agricole et la Caisse d'Épargne, apporteront chacune 20 %.

Les 20 % restant seront à la charge de la SCIC, une somme de 600.000 euros qu'il faudra trouver pour être à la table des investisseurs: « *Après des fonds européens et du Conseil régional notamment* » avance Jacques Nodin, le président de l'association préfiguratrice. Crédit Agricole, Caisse d'Épargne et Crédit Coopératif constitueront le pool bancaire pour la partie financement.

SYLVIE KERMARREC

Ressources humaines. Innover devient une nécessité pour les métiers de la banque en pleine mutation. La Banque Populaire décline ses propres propositions.

Les RH « nouvelle formule » de la Banque Populaire



On peut être un recruteur très actif et réfléchir à la qualité de ses recrutements, sans se limiter à leur quantité. C'est le cas de la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté qui vient de dévoiler une palette de cinq projets RH innovants. Si les métiers de la banque sont en mutations profondes, la manière de les pourvoir se devait aussi d'évoluer.

C'est le constat partagé par Bruno Duchesne, directeur général de la Banque Populaire régionale et de son directeur des ressources humaines, Yves Colin. La banque emploie 1.850 collaborateurs en Bourgogne Franche-Comté et, en 2015, elle a procédé à 240 recrutements, dont une centaine en CDI, 80 en CDD et une cinquantaine d'alternants. Le cap sera maintenu sur 2016 avec un objectif global de plus de 250 personnes embauchées et une hausse du recours à l'alternance. « Sur Dijon ou Besançon, remarque Bruno Duchesne, les recrutements sont relativement aisés, mais il n'en n'est pas de même lorsqu'il s'agit de trouver des collaborateurs sur la Nièvre ou l'Ain. C'est la raison pour

laquelle nous avons décidé de déclinier notre politique RH selon cinq axes innovants ». Ces cinq « piliers » puisent dans la panoplie des nouvelles formules de recrutements que sont le recours aux réseaux sociaux, les job dating, mais aussi des idées plus inattendues, telles que la cooptation. Enfin, l'alternance et les journées découverte métiers sont des « classiques » toujours bons à exploiter.

20 % DES RECRUTEMENTS EN CDI

Les job dating, la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté y a recours depuis 2014. « Nous en avons organisé sept, précise le directeur général, qui nous ont permis de rencontrer, de manière très directe, environ trois cents candidats, selon un ciblage très large, et de recruter vingt nouveaux collaborateurs. Ces job dating ont été organisés dans tous les départements de la région, sauf la Côte-d'Or et le Doubs, où ils n'étaient pas nécessaires ».

La formule n'est pas anodine car 20 % des recrutements en CDI sont passés par ce biais. Les réseaux sociaux sont également devenus des outils de

travail très performants et incontournables pour toute politique RH qui se respecte. La banque s'est dotée d'une page Facebook en 2014 et elle est également présente sur les réseaux Viadeo et LinkedIn. Fait notable : elle a créé un poste dédié à ce nouveau mode de recrutement, avec l'embauche d'un collaborateur.

Troisième axe de travail : la cooptation. Le principe est récent puisqu'il a été officiellement lancé en février. Il a débouché, depuis, sur cinq recrutements effectifs. « La formule nous permet de trouver des gens rapidement et dans les profils recherchés, souligne Bruno Duchesne. C'est un mode de recrutement participatif, par prescription et les candidatures peuvent répondre immédiatement à des offres d'emplois, ou être conservées en « vivier ». Au-delà de ces trois axes, la politique RH de la Banque Populaire en Bourgogne Franche-Comté restera marquée du sceau de l'alternance.

Une politique en lien avec le niveau des départs en retraite. 50 personnes ont été recrutées en alternance en 2015 et elles devraient être 75

en 2016. « La moitié de ces alternants sont ensuite embauchés dans nos services, explique Yves Colin, et nous entretenons une dizaine de partenariats avec les universités, l'ESC, la CCI... » Enfin, la banque passe aussi par l'organisation de journées de découverte de ses métiers. En 2016, il y en a eu deux, les 7 et 14 juin, à Quetigny et Besançon. « Ce n'est pas de trop pour se confronter aux 250 métiers que nous proposons, rappelle Bruno Duchesne, dont certains très nouveaux, comme ceux liés aux risques financiers, à la lutte contre le blanchiment, ou encore la gestion privée, pour laquelle nous comptons 20.000 clients. Je rappelle que nous consacrons chaque année 5 % de notre masse salariale à la formation. Ces journées sont aussi pour nous l'occasion de souligner que la banque est encore l'un des rares secteurs où l'on peut espérer faire une carrière entière. Nous proposons des métiers variés, on peut progresser dans les organigrammes, aller dans une autre banque du groupe. En fait, notre plus grosse difficulté est de parvenir à faire rêver sur ces métiers... ».

BERTY ROBERT

Implantation.

SGS FRANCE OUVRE UNE SALLE D'EXAMEN POUR LE PASSAGE DU CODE DE LA ROUTE À MÂCON. Le leader mondial de l'inspection, de la vérification, de l'analyse et de la certification, SGS, va ouvrir, à Mâcon, en Saône-et-Loire, fin juillet, une nouvelle salle d'examen pour le passage du code de la route, au 200, boulevard de la Résistance. SGS a obtenu, le 23 mai, l'agrément ministériel afin de faire passer le code de la route. Ainsi, via la plateforme interactive créée pour l'occasion, Objectif Code, SGS garantit aux internautes la possibilité de s'inscrire, de réserver et de payer leur examen en quelques clics. Un « espace pro » dédié permet aux auto-écoles de pré-réserver leurs places d'examens, de faire des réservations groupées, de suivre en temps réel leurs démarches administratives et de recevoir les résultats des candidats. L'ambition de SGS est de dépasser les 400.000 examens et d'ouvrir 400 autres salles, d'ici la fin de l'année 2016.

◆ objectifcode.com et sgsgroup.fr

Nucléaire.

LE PÔLE NUCLÉAIRE BOURGUIGNON PRÉSENT AU WNE. Le World Nuclear Exhibition, organisé au Bourget fin juin, est la vitrine de l'électronucléaire mondial, tous les segments de la chaîne de valeur du nucléaire sont représentés, depuis le combustible jusqu'au traitement des déchets, en passant par le génie civil, la radioprotection, les contrôles non destructifs et les technologies de réacteurs. Le Pôle nucléaire bourguignon (PNB) y a participé. « L'industrie nucléaire civile dans le mix énergétique mondial », était le grand thème de cette édition 2016. Visiteurs et exposants présents sur l'espace « PNB-Groupe intersyndical de l'industrie nucléaire (GIIN), Nuclear Expertise from France » ont pu échanger avec des experts de haut niveau sur les solutions et produits les plus innovants. Les rendez-vous BtoB organisés par le GIIN et le PNB mettant en scène de nombreux industriels turcs, dans le cadre du programme nucléaire turc, ont eu un grand succès. Le PNB a accueilli une délégation turque, en Bourgogne, le 1er Juillet.

◆ polenucleairebourgogne.fr

Attractivité.

NOUVEAU BUREAU POUR DIJON CONGREXPO. Quatre nouveaux membres font leur entrée au sein du bureau de Dijon Congrexpo. Il s'agit de chefs d'entreprises investis dans la vie économique locale : Emmanuel Chevasson (Pacotte & Mignotte), Pascal Denis (Vernet Behringer), Patrick Jacquier (groupe Central Hôtel) et Jérôme Richard (Réseau-Concept). Guy Aubertin, Philippe Debost, Jean-Louis Dorey, Alain Jacquier et Michel Rebourseau ont souhaité mettre fin à leur engagement au sein du bureau. La présidence est assurée par Jean Battault, les vice-présidences par Françoise Colin et Jérôme Richard. Trésorier : Raymond Bastien. Les autres membres du bureau sont Louis-Marc Chevignard, Pierre Guez et Jean-Michel Ozoux.

◆ dijon-congrexpo.com

Matériaux.

ACCORD DE REFINANCEMENT DE LA DETTE DE TERREAL. Terreal, qui dispose d'un site de production à Chagny, en Saône-et-Loire, a annoncé avoir refinancé sa dette avec succès pour un montant de 260 millions d'euros. La réussite de cette opération conforte l'entreprise leader de la terre cuite en France et lui permet de soutenir son ambition de croissance rentable fondée sur l'amélioration opérationnelle et le développement de ses activités de toiture.

en bref